



Corporation Commerciale Canadienne

Rapport financier trimestriel (non vérifié)

**Pour la période de trois mois terminée
le 30 juin, 2016**

Commentaires et analyse de la direction

BASE DE L'ÉTABLISSEMENT

Cette discussion a été préparée conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor. Elle ne constitue pas une discussion et analyse de la direction complète. Il est présumé que l'information fournie dans le rapport annuel de la Corporation commerciale canadienne pour l'exercice se terminant au 31 mars 2016 s'applique au trimestre actuel, à moins d'indication contraire.

La discussion et les analyses qui suivent portent sur les résultats et la situation financière de la Corporation commerciale canadienne pour le trimestre se terminant au 30 juin 2016 et devraient être lues en parallèle avec les états financiers provisoires condensés non vérifiés ci-joints ainsi qu'avec le rapport annuel de la Corporation pour l'exercice se terminant au 31 mars 2016.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

Historiquement, les contrats d'une valeur élevée ont eu une importante incidence sur les états financiers de la Corporation et peuvent souvent entraîner des écarts considérables, d'un exercice à l'autre, tant dans l'état de la situation financière et que dans l'état du résultat global.

À la fin de 2013-2014, le Programme des brigades blindées (PBB), un contrat historique de plusieurs milliards de dollars a été signé pour l'approvisionnement de véhicules blindés légers (VBL) ainsi que d'équipement, de formation et de services de soutien connexes. Cette activité entraînera des avances et des paiements progressifs versés à des exportateurs canadiens et provenant de clients étrangers pouvant fluctuer significativement entre le dernier exercice et l'exercice actuel. Toutefois, les transactions sur lesquelles les produits sont enregistrés ont tendance à être comparables à celles de l'exercice précédent. Par conséquent, les opérations commerciales, le coût des opérations commerciales et les frais de service de l'exercice courant resteront comparables à ceux de l'exercice précédent.

Vous trouverez ci-après une analyse des faits saillants financiers de la CCC pour la période de trois mois se terminant au 30 juin 2016.

ANALYSE DE L'ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

Sommaire - Résultat net (en millions de dollars)	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE			
	30 juin	30 juin	Hausse	Hausse
	2016	2015	(Diminution)	(Diminution) en %
Produits	5,8 \$	8,0 \$	(2,2) \$	-27%
Charges	(7,4)	(8,4)	1,0	12%
Crédit parlementaire	0,9	2,2	(1,3)	-60%
Résultat net	(0,7) \$	1,8 \$	(2,5) \$	-138%

La baisse globale du résultat net s'explique par une diminution des produits totaux et du crédit parlementaire partiellement compensée par une diminution des charges totales.

PRODUITS

Produits (en millions de dollars)	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE				
	30 juin	30 juin	Hausse	Hausse	En %
	2016	2015	(Diminution)	(Diminution) en %	du total 2016
Opérations commerciales – contrats de maître d'oeuvre	582,4 \$	663,2 \$	(80,8) \$	-12%	-
Coût des opérations commerciales – contrats de maître d'oeuvre	(582,4)	(663,2)	80,8	12%	-
Frais de service	5,6	7,3	(1,7)	-23%	96%
Autres produits	0,1	0,1	-	-6%	2%
Produits financiers, nets	0,1	0,1	-	13%	2%
Gains (perte) de change	-	0,5	(0,5)	-103%	0%
Total des Produits	5,8 \$	8,0 \$	(2,2) \$	-27%	100%

Une fois les opérations commerciales compensées par les coûts des opérations commerciales, la baisse des produits totaux s'explique principalement par un recul de frais de service enregistrés découlant d'une diminution du nombre de contrats signés dans le secteur d'activité DSM en 2015-2016.

Opérations commerciales

Opérations commerciales (en millions de dollars)	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE				
	30 juin 2016	30 juin 2015	Hausse (Diminution)	Hausse (Diminution) en %	En % du total 2016
Défense et sécurité mondiales (DSM):					
Accord sur le partage de la production de défense (APPD)	150,5 \$	134,0 \$	16,5 \$	12%	26%
Opérations liées à DSM autre qu'au titre de l'APPD	341,6	459,2	(117,6)	-26%	58%
Total DSM	492,1 \$	593,2 \$	(101,1) \$	-17%	84%
Affaires commerciales					
internationales (ACI)	90,3	70,0	20,3	29%	16%
Total des Opérations commerciales	582,4 \$	663,2 \$	(80,8) \$	-12%	100%

La somme constatée au titre des opérations commerciales reflète la valeur des biens livrés ou des services rendus ou des travaux réalisés une fois qu'un contrat a été signé et qu'il est entré en vigueur. Il est important de souligner que dans le cadre du rôle d'intermédiaire commercial international de la CCC, les produits tirés des opérations commerciales liées aux contrats de maître d'œuvre sont entièrement compensés par les coûts de ces mêmes transactions.

La baisse globale des produits liés aux opérations commerciales est attribuable à une diminution des biens livrés et des travaux réalisés dans le secteur d'activité DSM, compensée partiellement par une hausse des biens livrés et des travaux réalisés dans tous les autres secteurs d'activité et programmes.

La baisse des produits liés aux opérations commerciales dans le secteur d'activité DSM peut s'expliquer par les deux circonstances suivantes :

- 1) Le nombre record de contrats non liés à l'APPD signés dans le secteur DSM en 2014-2015 (431,8 \$) ont été bénéfiques pour la Corporation en 2015-2016 puisque la majorité de ces contrats ont été complétés ou réalisés en grande partie au cours de l'exercice 2015-2016; et
- 2) À l'inverse, la diminution significative du nombre de contrats non liés à l'APPD signés dans le secteur DSM en 2015-2016 (33,8 \$) va contribuer à la baisse du nombre de biens livrés et des travaux réalisés tout au long de 2016-2017.

Il est important de souligner que 324,8 \$ ou de 95 % des opérations commerciales totales non liées à l'APPD dans le secteur DSM découlent de l'avancement des travaux liés au PBB.

La hausse des opérations commerciales dans le secteur d'activité ACI est attribuable à l'augmentation des biens livrés et des travaux réalisés liés à la réalisation du projet de compteurs d'eau intelligents à la Barbade ainsi que de divers projets menés dans le cadre du programme de passation de contrats à Cuba.

Frais de service

Frais de service (en millions de dollars)	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE				
	30 juin 2016	30 juin 2015	Hausse (Diminution)	Hausse (Diminution) en %	En % du total 2016
Défense et la sécurité mondiales (DSM)					
Accord sur le partage de la production de défense (APPD)	- \$	- \$	- \$	-	-
Frais de service liés à DSM autre qu'au titre de l'APPD	3,0	5,2	(2,2)	-42%	55%
Total DSM	3,0 \$	5,2 \$	(2,2) \$	-42%	55%
Affaires commerciales					
internationales (ACI)	1,4	1,0	0,4	42%	24%
Frais de service perçus dans le cadre des opérations liées aux approvisionnements et autres priorités du gouvernement du Canada	1,2	1,1	0,1	8%	21%
Total des Frais de service	5,6 \$	7,3 \$	(1,7) \$	-23%	100%

La Corporation perçoit des frais de services dans ses secteurs d'activité DSM non liées à l'APPD, de l'ACI et d'autres services, lesquels correspondent habituellement à un pourcentage de la valeur du contrat et à des taux négociés en fonction des services fournis. Les frais de service tirés d'opérations commerciales liés à des contrats de maître d'œuvre et à des ententes de services d'approvisionnement internationaux et les frais de service liés à d'autres activités internationales et nationales sont comptabilisés dans les produits une fois que les services ont été rendus.

La baisse globale des frais de service est proportionnelle à l'activité expliquée dans la section consacrée aux opérations commerciales.

En plus des frais de service perçus dans le cadre des activités principales de la CCC, celle-ci perçoit des frais de service dans le cadre des opérations liées aux services d'approvisionnement et autres priorités du gouvernement du Canada, notamment au titre de l'entretien et de l'administration des bureaux de développement commercial établis en Chine pour le compte d'Affaires mondiales Canada; dans le cadre des activités d'approvisionnement avec des ministères et des agences du gouvernement du Canada; au titre d'une entente de services partagés avec une autre société d'État qui génèrent des économies d'échelle dans la fourniture d'une panoplie de services institutionnels aux deux organisations.

CHARGES

Charges (en millions de dollars)	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE				
	30 juin 2016	30 juin 2015	Hausse (Diminution)	Hausse (Diminution) en %	En % du total 2016
Frais d'administration					
Rémunération du personnel et charges connexes	4,7 \$	4,6 \$	0,1 \$	3%	64%
Loyer et frais connexes	0,4	1,1	(0,7)	-60%	6%
Services de gestion des contrats	0,8	0,8	-	-8%	10%
Frais de déplacement et accueil	0,5	0,5	-	2%	7%
Consultants	0,3	0,5	(0,2)	-38%	4%
Amortissement	0,1	0,1	-	-30%	1%
Logiciels, matériel informatique et soutien	0,4	0,4	-	-3%	5%
Autres charges	0,2	0,4	(0,2)	-44%	3%
Total des Frais d'administration	7,4 \$	8,4 \$	(1,0) \$	-12%	100%
Dépenses de remédiation des contrats	-	-	-	-100%	-
Total des Charges	7,4 \$	8,4 \$	(1,0) \$	-12%	100%

Frais d'administration

La diminution globale est essentiellement attribuable à une baisse des frais relatifs au loyer et les frais connexes. En novembre 2014, la Corporation a conclu un contrat de location d'une durée de 15 ans pour des locaux à bureaux dans un nouvel emplacement, qui viendra à échéance à la fin de novembre 2031, afin d'atteindre ses objectifs de réduction des coûts. Le paiement forfaitaire fait pour résilier le bail des anciens bureaux a été amorti sur une période de douze mois, d'octobre 2014 à septembre 2015. Par conséquent, les frais relatifs au loyer et les dépenses connexes ont été plus élevées au cours de cette période. De plus, les frais de loyer mensuels des nouveaux bureaux sont inférieurs à ceux des anciens bureaux, par près de 25 %.

Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) fournit des services de gestion de contrats essentiels aux termes de l'APPD, moyennant certains frais. Ces dernières années, une initiative a été entreprise afin de rationaliser les processus d'exécution de son programme lié à l'APPD et de réduire les charges s'y rattachant. Pour se faire, la CCC a rapatrié certains services de gestion de contrats auparavant rendus par SPAC. Ainsi, les charges totales s'y rattachant ont diminué de près de 50 % par rapport aux charges enregistrées au cours des deux dernières années.

Dépenses de remédiation des contrats

Les dépenses de remédiation des contrats sont enregistrées lorsque les montants réels sont engagés ou lorsqu'ils peuvent être déterminés.

SERVICES D'APPROVISIONNEMENT À L'APPUI DES PROGRAMMES D'AIDE INTERNATIONAUX DU GOUVERNEMENT

Opérations liées aux services d'approvisionnement (en millions de dollars)	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE			
	30 juin	30 juin	Hausse	Hausse
	2016	2015	(Diminution)	(Diminution) en %
Opérations liées aux services d'approvisionnement	3,8 \$	9,4 \$	(5,6) \$	-59%
Coût des opérations liées aux services d'approvisionnement	(3,8)	(9,4)	5,6	59%
	- \$	- \$	- \$	-

Les services d'approvisionnement à l'appui des programmes d'aide internationaux représentent des opérations pour lesquelles la Corporation ne fournit pas ses services à titre de maître d'œuvre. Elle remplit le rôle d'agent pour le compte d'une entité du gouvernement du Canada ou d'un gouvernement étranger. Cette catégorie d'opérations comprend un projet du secteur DSM, dont le contrat a été signé à l'origine en 2007 et aux termes duquel la CCC joue le rôle d'agent d'approvisionnement aux fins de l'acquisition et de la gestion du remplacement de jeux d'ailes sur six aéronefs norvégiens pour le compte des Forces aériennes royales de la Norvège. Cette diminution s'explique principalement par la réduction des activités de livraisons liées au remplacement des ailes norvégiennes puisque le projet tire à sa fin.

CRÉDIT PARLEMENTAIRE

Pour la période de trois mois se terminant au 30 juin 2016, la Corporation a reçu un crédit parlementaire de 0,9 \$, soit 1,3 \$ ou 60 % de moins que la somme de 2,2 \$ reçue pour la période de trois mois se terminant au 30 juin 2015.

Conformément au Plan d'entreprise 2014-2015, le crédit parlementaire de la Corporation est éliminé progressivement comme suit : 15,7 \$ en 2013-2014; 14,2 \$ en 2014-2015; 8,9 \$ en 2015-2016; 3,5 \$ en 2016-2017; zéro à compter de 2017-2018. La Corporation aura alors atteint son objectif d'autonomie financière qui lui a été fixé.

ANALYSES DE L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

SOMMAIRE

Sommaire- État de la situation financière (en millions de dollars)	EN DATE DU			
	30 juin 2016	31 mars 2016	Hausse (Diminution)	Hausse (Diminution) en %
Actif	3 825,7 \$	3 815,8 \$	9,9 \$	0%
Passif	3 797,7 \$	3 787,1 \$	10,6 \$	0%
Capitaux propres:				
Surplus d'apport	10,0	10,0	-	-
Bénéfices non répartis	18,0	18,7	(0,7)	-4%
Total des Capitaux propres	28,0 \$	28,7 \$	(0,7) \$	-2%

À titre d'intermédiaire commercial international, la CCC compense ses éléments d'actif liés au commerce par des éléments de passif équivalents. Par conséquent, les créances des clients étrangers et les paiements progressifs aux exportateurs canadiens sont normalement compensés par les créditeurs et les charges à payer aux exportateurs canadiens ainsi que par les paiements progressifs des clients étrangers, respectivement.

ACTIF

Actif (en millions de dollars)	EN DATE DU				
	30 juin 2016	31 mars 2016	Hausse (Diminution)	Hausse (Diminution) en %	En % du total 2016
Trésorerie	86,2 \$	85,7 \$	0,5 \$	1%	2%
Créances	114,9	130,8	(15,9)	-12%	3%
Avances aux exportateurs canadiens	139,7	473,6	(333,9)	-70%	4%
Paiements progressifs aux exportateurs canadiens	3 481,4	3 122,1	359,3	12%	91%
Immobilisations corporelles	3,5	3,6	(0,1)	-3%	0%
Actif total	3 825,7 \$	3 815,8 \$	9,9 \$	0%	100%

La hausse par rapport au 31 mars 2016 est attribuable à une augmentation du montant des paiements progressifs aux exportateurs canadiens, compensée en partie par une baisse de tous les autres éléments d'actifs regroupés. Cette augmentation du montant des paiements progressifs aux exportateurs canadiens découle de l'avancement continu des travaux réalisés dans le cadre du contrat lié au PBB.

PASSIF

Passif (en millions de dollars)	EN DATE DU				
	30 juin 2016	31 mars 2016	Hausse (Diminution)	Hausse (Diminution) en %	En % du total 2016
Créditeurs et charges à payer	152,0 \$	162,7 \$	(10,7) \$	-7%	4%
Avances des clients étrangers	159,2	497,6	(338,4)	-68%	4%
Paiements progressifs des clients étrangers	3 481,4	3 122,1	359,3	12%	92%
Avantages incitatifs à la location différés	3,0	2,7	0,3	11%	0%
Avantages du personnel	2,1	2,0	0,1	3%	0%
Passif total	3 797,7 \$	3 787,1 \$	10,6 \$	0%	100%

La hausse par rapport au 31 mars 2016 s'explique par l'augmentation des paiements progressifs des clients étrangers, compensée par une diminution de tous les autres éléments de passif regroupés. Cette hausse des paiements progressifs des clients étrangers découle de l'avancement continu des travaux réalisés dans le cadre du contrat lié au PBB.

OPÉRATIONS IMPORTANTES TOUCHANT L'ACTIF ET LE PASSIF

La diminution nette de la valeur des créances et des créditeurs par rapport au 31 mars 2016 est attribuable au moment où ont lieu les rentrées de fonds et les versements subséquents dans le cadre du programme de passation de contrats à Cuba.

Aux termes des contrats, les paiements progressifs des clients étrangers doivent être transférés en totalité à l'exportateur canadien. Du total des paiements progressifs aux exportateurs canadiens et des paiements progressifs reçus des clients étrangers, une somme de 3 330,6 \$ ou 96 %, découle de l'avancement continu des travaux dans le cadre du contrat lié au PBB.

Du total des avances de clients étrangers et des avances aux exportateurs canadiens, 81,6 \$ ou 51 % et 58 % respectivement sont liées au contrat de PBB. Une somme additionnelle de 52,1 \$ découle des projets relevant des secteurs DSM et ACI. De ces avances de 52,1 \$ de clients étrangers, 48,2 \$ ont été transférés aux exportateurs canadiens. Les avances ne font pas partie des dispositions des contrats liés à l'APPD. Quant aux autres contrats, pour des raisons d'atténuation du risque, la CCC retient, dans la plupart des projets, certains paiements anticipés effectués par les clients étrangers et ne les transfère aux exportateurs canadiens que lorsque ces derniers ont rempli leurs obligations contractuelles. Cette façon de faire explique les variations observées d'une période à l'autre.

ANALYSE DE L'ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Sommaire des flux de trésorerie (en millions de dollars)	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE				
	30 juin 2016	30 juin 2015	Hausse (Diminution)	Hausse (Diminution) en %	En % du total 2016
Activités d'exploitation	0,7 \$	22,8 \$	(22,1) \$	-97%	140%
Effet des fluctuations des taux de change sur la trésorerie	(0,2)	0,4	(0,6)	-148%	-40%
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie	0,5 \$	23,2 \$	(22,7) \$	-98%	100%

Dans le cadre de son programme aux termes de l'APPD, la Corporation paye généralement ses exportateurs canadiens dans les 30 jours suivant la réception d'une facture et des pièces justificatives, conformément aux modalités des contrats. Elle peut donc utiliser sa propre trésorerie pour payer les exportateurs canadiens le 30^e jour et payer l'intérêt de ses créances lorsqu'il y a des retards dans le recouvrement et que le paiement n'est reçu par le client aux termes de l'APPD qu'après le délai de 30 jours. Dans le cas de certains contrats (qui ne font habituellement pas partie du programme relatif à l'APPD), la Corporation paye les exportateurs canadiens dans un délai de cinq jours ouvrables, après avoir reçu le paiement du client étranger. Selon le moment des rentrées de fonds par rapport aux paiements, ces transactions s'étendent souvent sur plusieurs périodes de référence, de sorte que l'on peut observer une variation des flux de trésorerie d'une période à l'autre. Dans les cas visés, la trésorerie est momentanément comptabilisée dans l'opération à la fin d'une période jusqu'à ce que le paiement soit fait à l'exportateur canadien, conformément aux termes du contrat, tôt dans la période suivante.

En général, la baisse s'explique par l'écart entre le moment où les paiements sont reçus des clients étrangers et le moment où les paiements sont versés aux exportateurs canadiens dans le cadre des principales activités d'exploitation de la Corporation.

COMPARAISON DES RÉSULTATS FINANCIERS AVEC LE PLAN D'ENTREPRISE 2016-2017 À 2020-2021

État du résultat global (en millions de dollars)	2016-2017			
	Montant réel 30 juin 2016	Plan d'entreprise 30 juin 2016	Écart	Écart en %
Produits				
Opérations commerciales - contrats de maître d'oeuvre	582,4 \$	448,4 \$	134,0 \$	30%
Moins: coût des opérations commerciales - contrats de maître d'oeuvre	(582,4)	(448,4)	(134,0)	-30%
Frais de service	5,6	4,8	0,8	17%
Autres produits	0,1	0,1	-	51%
Produits financiers, nets	0,1	0,1	-	-3%
Gain de change	-	-	-	-100%
Total des Produits	5,8 \$	5,0 \$	0,8 \$	17%
Charges				
Frais d'administration	7,4 \$	8,6 \$	1,2 \$	14%
Dépenses de remédiation des contrats	-	0,2	0,2	100%
Total des Charges	7,4 \$	8,8 \$	1,4 \$	15%
Services d'approvisionnement à l'appui des programmes d'aide internationaux du gouvernement				
Opérations liées aux services d'approvisionnement	3,8 \$	8,8 \$	(5,0) \$	-57%
Moins : coût des opérations liées aux services d'approvisionnement	(3,8)	(8,8)	5,0	57%
	- \$	- \$	- \$	0%
Résultat net avant crédit parlementaire	(1,6) \$	(3,8) \$	2,2 \$	58%
Crédit parlementaire	0,9	0,9	-	0%
Résultat net	(0,7) \$	(2,9) \$	2,2 \$	76%

L'écart favorable de 2,2 \$ par rapport au plan d'entreprise découle de frais de services supérieurs et de charges encourues moins élevées par rapport à ce qui avait été prévu initialement pour les trois mois terminés le 30 juin 2016.

Un écart favorable de 182,1 \$ découle des opérations commerciales liées au PBB, lequel a été compensé par un écart défavorable net de 48,1 \$ attribuable à l'ensemble des autres secteurs d'activité et programmes. L'écart favorable attribuable au PBB s'explique par un avancement des travaux plus rapide que ce qui avait été prévu initialement pour les trois mois terminés le 30 juin 2016. L'écart défavorable attribuable à l'ensemble des autres secteurs d'activité et programmes s'explique par la diminution de nombre des contrats signés dans les secteurs DSM et ACI en 2015-2016 et jusqu'ici en 2016-2017, en raison de retards dans la signature ou le lancement de certains projets.

Étant donné que les frais de service sont comptabilisés comme des produits lorsque les travaux prévus par contrat sont livrés ou terminés et qu'ils sont proportionnels, dans une

large mesure, aux opérations commerciales, le résultat constaté est similaire. Un écart favorable de 1,4 \$ est attribuable aux frais de service perçus dans le cadre du PBB, lequel a été compensé par un écart défavorable net de 0,6 \$ attribuable à l'ensemble des autres secteurs d'activité et programmes.

La Corporation contrôle ses gains et ses pertes de change en surveillant ses soldes en monnaies étrangères et en conservant ces derniers à des niveaux négligeables. Elle n'établit pas de prévisions dans son budget concernant les gains ou les pertes de change. Le solde en dollars américains de la CCC est de 0,9 \$, ce qui représente moins de 0,03 % de ses éléments d'actif en dollars américains.

Les frais d'administration sont payés principalement en dollars canadiens et ne sont donc pas touchés par les fluctuations du taux de change.

L'écart favorable attribuable aux frais d'administration s'explique principalement par :

- (1) le programme d'établissement de bureaux en Chine et l'établissement de bureaux de représentation à l'étranger qui ne se sont pas matérialisés, contrairement aux prévisions;
- (2) de nombreux postes vacants à différents moments au cours de l'exercice;
- (3) des dépenses supplémentaires liées à la gestion du PBB compensent en partie cet écart favorable.

PRÉVISIONS POUR 2016-2017

État du résultat global (en millions de dollars)	PRÉVISIONS 2016-2017			
	Prévisions 31 mars 2017	Plan	Écart	Écart en %
		d'entreprise 31 mars 2017		
Produits	27,8 \$	29,8 \$	(2,0) \$	-7%
Charges	(30,9)	(33,2)	2,3	7%
Crédit parlementaire	3,5	3,5	-	0%
Résultat net	0,4 \$	0,1 \$	0,3 \$	414%

À la lumière des résultats au 30 juin 2016 et de l'évolution prévue des activités d'exploitation, la Corporation devrait avoir un résultat net supérieur à celui inscrit au budget du Plan d'entreprise 2016-2017, qui n'a pas encore été approuvé par le Gouvernement du Canada.

Les produits devraient être inférieurs à ceux inscrits au Plan d'entreprise en raison de retards observés dans la signature des contrats. Par contre, la diminution des charges compensera largement la baisse des produits, étant donné que la Corporation gère prudemment ses budgets de dépenses. Étant donné la nature des opérations de la CCC qui se font de gouvernement à gouvernement, plusieurs facteurs affectent la capacité de la Corporation de conclure des contrats. Afin de générer des exportations, la CCC s'associe étroitement aux fournisseurs canadiens pour gérer ces facteurs.

ENGAGEMENT DE LA CCC À L'ÉGARD DE LA GESTION DU RENDEMENT ET DU RISQUE

La CCC gère différents risques en s'efforçant de remplir son mandat, lequel consiste à promouvoir et à faciliter le commercial international pour le compte des exportateurs canadiens. La stratégie mise en place pour gérer ces risques est expliquée en détail dans le rapport annuel de la Corporation pour l'exercice 2015-2016 et dans le Sommaire du Plan d'entreprise 2016-2017.

Lorsque comparés à ceux qui ont été présentés ou traités auparavant, aucun changement significatif, nouveaux risques ou incertitudes n'ont été cernés pendant la période de trois mois terminée le 30 juin 2016.

Responsabilité de la direction

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. Elle est également chargée de veiller à ce que toutes les autres informations présentées dans le présent rapport financier trimestriel concordent, le cas échéant, avec celles contenues dans les états financiers trimestriels. Ces états financiers trimestriels n'ont pas été vérifiés ou examinés par un vérificateur externe.

À notre connaissance, les états financiers trimestriels non vérifiés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière et des résultats et flux de trésorerie de la Corporation, à la date donnée et pour la période visée.

Président et chef de la direction,



Martin Zablocki

Vice-président, Services corporatifs
et chef de la direction financière,



Ernie Briard

Ottawa, Canada
Le 18 août 2016

État de la situation financière (non vérifié)

Au (en milliers de dollars canadiens)	30 juin 2016	31 mars 2016
Actif		
Actifs courants		
Trésorerie (note 4)	86 200 \$	85 670 \$
Créances (notes 5 et 8)	114 795	130 779
Avances aux exportateurs canadiens	139 739	473 609
Paiements progressifs aux exportateurs canadiens	3 481 405	3 122 080
	3 822 139	3 812 138
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles	3 529	3 630
	3 825 668 \$	3 815 768 \$
Passif		
Passifs courants		
Créditeurs et charges à payer (notes 5 et 8)	151 978 \$	162 722 \$
Avances des clients étrangers	159 242	497 597
Paiements progressifs des clients étrangers	3 481 405	3 122 080
Avantages du personnel	249	243
	3 792 874	3 782 642
Passifs non courants		
Avantages incitatifs à la location différés	2 996	2 690
Avantages du personnel	1 812	1 767
	3 797 682	3 787 099
Capitaux propres		
Surplus d'apport	10 000	10 000
Bénéfices non répartis	17 986	18 669
	27 986	28 669
	3 825 668 \$	3 815 768 \$

Garanties (note 13)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

La publication de ces états financiers a été approuvée le 18 août 2016

Président et chef de la direction,



Martin Zablocki

Vice-président, Services corporatifs
et chef de la direction financière,



Ernie Briard

État du résultat global (non vérifié)

Pour les trois mois terminés le 30 juin (en milliers de dollars canadiens)	2016	2015
Produits		
Opérations commerciales - contrats de maître d'œuvre (note 7)	582 373 \$	663 224 \$
Moins : coût des opérations commerciales - contrats de maître d'œuvre	(582 373)	(663 224)
Frais de service (note 7)	5 599	7 328
Autres produits (note 7)	113	118
Produits financiers, nets (note 9)	106	94
Gain (perte) de change	(13)	439
	5 805	7 979
Charges		
Frais d'administration (note 10)	7 366	8 353
Dépenses de remédiation des contrats	-	17
	7 366	8 370
Services d'approvisionnement à l'appui des programmes d'aide internationaux du gouvernement		
Opérations liées aux services d'approvisionnement (note 7)	3 821	9 431
Moins : coût des opérations liées aux services d'approvisionnement	(3 821)	(9 431)
	-	-
Résultat net avant crédit parlementaire	(1 561)	(391)
Crédits parlementaires (note 11)	878	2 220
Résultat net	(683) \$	1 829 \$
Autres éléments du résultat global (perte)		
Éléments qui ne seront pas reclassés dans le résultat net		
Gain (perte) actuarielle sur l'obligation des avantages du personnel	-	-
Résultat global total (perte)	(683) \$	1 829 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des variations des capitaux propres (non vérifié)

Pour les trois mois terminés le 30 juin 2016 (en milliers de dollars canadiens)	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Total
Solde au 31 mars 2016	10 000 \$	18 669 \$	28 669 \$
Résultat net	-	(683)	(683)
Gain (perte) actuarielle sur l'obligation des avantages du personnel	-	-	-
Résultat global total (perte)	-	(683)	(683)
Solde au 30 juin 2016	10 000 \$	17 986 \$	27 986 \$

Pour les trois mois terminés le 30 juin 2015 (en milliers de dollars canadiens)	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Total
Solde au 31 mars 2015	10 000 \$	10 701 \$	20 701 \$
Résultat net	-	1 829	1 829
Gain (perte) actuarielle sur l'obligation des avantages du personnel	-	-	-
Résultat global total	-	1 829	1 829
Solde au 30 juin 2015	10 000 \$	12 530 \$	22 530 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie (non vérifié)

Pour les trois mois terminés le 30 juin (en milliers de dollars canadiens)	2016	2015
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Résultat net	(683) \$	1 829 \$
Ajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation		
Amortissement	101	145
Charges pour avantages du personnel	51	13
(Gain) perte de change	211	(439)
Avantages incitatifs à la location différés	306	-
Variation du fonds de roulement:		
Diminution des créances et autres débiteurs	15 984	41 908
Diminution des avances aux exportateurs canadiens	333 870	357 044
(Augmentation) des paiements progressifs aux exportateurs canadiens	(359 325)	(296 521)
(Diminution) des créditeurs et charges à payer	(10 744)	(14 122)
(Diminution) des avances des clients étrangers	(338 355)	(363 611)
Augmentation des paiements progressifs des clients étrangers	359 325	296 521
Rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation	741	22 767
Effet des fluctuations des taux de change sur la trésorerie	(211)	439
Augmentation nette de la trésorerie	530	23 206
Trésorerie au début de l'exercice	85 670	64 614
Trésorerie à la fin de l'exercice	86 200 \$	87 820 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Notes afférentes aux états financiers

Le 30 juin 2016

1. Nature, organisation et financement

La Corporation commerciale canadienne (« la Corporation ») a été établie en 1946 en vertu de la *Loi sur la Corporation commerciale canadienne* (« la Loi »). Étant une société d'État mandataire et appartenant entièrement au gouvernement du Canada, la Corporation est visée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Elle est établie au Canada et son siège social se trouve au 350, rue Albert à Ottawa, en Ontario. La Corporation exerce ses activités principalement au Canada et dispose d'une représentation en Asie et en Amérique du Sud.

La Corporation agit comme maître d'œuvre lorsque des gouvernements étrangers, des organisations internationales ou des acheteurs étrangers du secteur privé veulent acheter des produits et services du Canada par l'entremise du gouvernement canadien. La Corporation conclut des contrats avec ces clients étrangers ainsi que des contrats d'approvisionnement correspondants avec des exportateurs canadiens. De plus, la Corporation conclut des accords de services d'approvisionnement visant à fournir des biens et des services destinés à être utilisés à l'échelle internationale au nom du gouvernement du Canada et de gouvernements étrangers.

Les activités de la Corporation sont financées principalement au moyen des produits générés par les frais de service facturés et d'un crédit parlementaire.

En septembre 2008, la Corporation, de même qu'un certain nombre d'autres sociétés d'État, a fait l'objet d'une instruction (C.P. 2008-1598) en application de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, intitulée *Décret d'instruction pour les sociétés d'État mères impliquées dans des prêts commerciaux à prendre en considération l'intégrité personnelle de ceux à qui ils prêtent ou offrent des avantages en accord avec la politique du gouvernement pour améliorer la responsabilité et l'intégrité des institutions fédérales*. La Corporation a mis en œuvre l'instruction, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

En juillet 2015, la Corporation a fait l'objet d'une instruction (C.P. 2015-1110) en application de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, afin d'harmoniser ses pratiques, directives et politiques en matière de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques, directives et instruments connexes du Conseil du Trésor. Le tout devant se faire de manière cohérente avec les obligations juridiques de la Corporation et la mise en application devant être présentée dans son prochain Plan d'entreprise. La Corporation a entrepris un examen détaillé de ses politiques actuelles relatives aux dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements ainsi que sur sa démarche en matière de divulgation publique de cette information et a pris les moyens nécessaires pour parachever la mise en application de la directive au cours de l'exercice 2016-2017.

La Corporation n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

2. Normes de présentation

Conformité aux Normes internationales d'information financière (IFRS)

Les présents états financiers provisoires condensés ont été préparés conformément à la norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Secrétariat du Conseil du Trésor basé sur les conventions comptables des Normes internationales d'information financière (IFRS), adoptées dans les états financiers annuels vérifiés de la Corporation pour l'exercice terminé le 31 mars 2016. Ces états financiers provisoires condensés ne comprennent pas toute l'information requise pour les états financiers complets de l'exercice et doivent être lus en parallèle avec le rapport annuel et les états financiers vérifiés de la Corporation en date du 31 mars 2016.

Base d'évaluation

Les états financiers sont fondés sur la base du coût historique, à l'exception des postes qui suivent, tel que permis par les IFRS et dans la mesure où ils sont importants:

- Les instruments financiers dérivés évalués à leur juste valeur par le biais du résultat net
- Les passifs liés aux avantages du personnel accumulés relatifs aux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, comptabilisés à la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies

Établissement d'estimations et exercice du jugement

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que la direction exerce son jugement, établisse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les conventions comptables, sur les montants des actifs et des passifs déclarés, sur l'information à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits et charges déclarés au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer de façon notable de ces estimations pouvant avoir un impact significatif sur les montants s'y reliant dans les états financiers.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes font l'objet d'un examen approfondi de façon régulière, en date des états financiers. Tout changement aux estimations est comptabilisé dans les états financiers pour la période où il est constaté et pour les périodes futures si celles-ci sont également visées. La direction a utilisé des estimations pour déterminer la vie utile des biens et équipements, les passifs liés aux avantages du personnel, les provisions et passifs éventuels, les engagements relatifs aux contrats de location et les éventualités, et elle a fait preuve de jugement pour déterminer si une provision relative aux dépenses de remédiation de contrats devrait être comptabilisée ou divulguée.

Des renseignements sur les domaines où la direction a exercé son jugement et où elle utilise dans une grande mesure des estimations et des hypothèses sont inclus dans la note qui suit:

Note 13 - Garanties

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

La monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation de la Corporation sont le dollar canadien.

3. Principales conventions comptables

Les principales conventions comptables appliquées dans la préparation des présents états financiers provisoires condensés sont conformes à celles décrites dans les états financiers annuels vérifiés de la Corporation pour l'exercice terminé le 31 mars 2016.

Modifications comptables

En septembre 2014, l'IASB a publié ses améliorations annuelles examinées au cours du cycle de 2012-2014, donnant lieu à des modifications mineures à la norme *IFRS 7 – Instruments financiers: Informations à fournir* (IFRS 7). Une modification sert généralement à clarifier les exigences plutôt que de donner lieu à des changements substantiels à la pratique courante. La modification s'applique pour les périodes annuelles commençant le 1^{er} janvier 2016, ou après, et leur application anticipée est permise.

En décembre 2014, l'IASB a publié des modifications à la norme *IAS 1 – Présentation des états financiers* (IAS 1) clarifiant les exigences en matière de présentation et des informations à fournir, incluant la présentation des postes, de sous-totaux et des notes. Les modifications fournissent aussi des interprétations visant à aider l'exercice du jugement au moment de déterminer les informations à fournir ainsi que leur ordre de présentation dans les états financiers. Les modifications s'appliquent pour les périodes annuelles commençant le 1^{er} janvier 2016, ou après, et leur application anticipée est permise.

La Direction a décidé que les changements, le cas échéant, ne seront pris en compte que dans les prochains états financiers annuels vérifiés et, par conséquent, les présents états financiers provisoires condensés ne tiennent pas compte de l'impact potentiel des deux nouvelles conventions comptables mentionnées ci-haut.

4. Trésorerie

Trésorerie incluent:

	30 juin 2016		31 mars 2016	
	Monnaie originale	Dollars canadiens	Monnaie originale	Dollars canadiens
Dollars américains	35 545	45 913	\$ 31 151	40 456
Dollars canadiens	39 775	39 775	44 352	44 352
Renminbis chinois	2 614	512	2 990	601
Euros	-	-	176	261
		86 200	\$	85 670

De la trésorerie, 25 441 \$ (29 958 \$ au 31 mars 2016) proviennent des avances et retenues reçues de clients étrangers qui seront versées aux exportateurs canadiens à une date ultérieure, conformément aux contrats. Les avances des clients étrangers comprennent également les paiements en trop effectués par des clients étrangers provenant de différences temporaires dues à leurs méthodes de liquidation et de comptabilisation des travaux exécutés. Lorsque le contrat le prévoit, ces fonds peuvent accumuler des intérêts au crédit de l'exportateur canadien ou du client étranger.

5. Créances et créditeurs et charges à payer

Les créances sont fondées sur les conditions normales du commerce et ne portent habituellement pas d'intérêt. Les créances de la Corporation sont libellées dans les monnaies suivantes:

	30 juin 2016		31 mars 2016	
	Monnaie originale	Dollars canadiens	Monnaie originale	Dollars canadiens
Dollars américains	67 196	86 796	\$ 50 229	65 228 \$
Dollars canadiens	27 999	27 999	65 551	65 551
		114 795	\$	130 779

Les créditeurs et charges à payer sont exigibles selon les conditions normales du commerce. Les créditeurs et charges à payer de la Corporation sont libellés dans les monnaies suivantes:

	30 juin 2016		31 mars 2016	
	Monnaie originale	Dollars canadiens	Monnaie originale	Dollars canadiens
Dollars américains	92 121	118 993	\$ 71 313	92 663 \$
Dollars canadiens	32 972	32 972	70 032	70 032
Renminbis chinois	68	13	135	27
		151 978	\$	162 722

Les risques de crédit, de marché et de liquidité liés aux créances et créditeurs et aux charges à payer sont énoncés dans la note 8.

6. Gestion du capital

L'objectif de la Corporation à l'égard du capital est de préserver et de renforcer son capital au moyen d'une gestion prudente des risques. Ceci, auquel s'ajoute la mise en œuvre de stratégies pour optimiser les excédents opérationnels, garantit la disponibilité de capital pour faciliter les investissements dans les ressources humaines et les processus et pour atténuer toutes pertes possibles liées au risque opérationnel, au risque de rendement et au risque de crédit.

Les stratégies clés utilisées par la Corporation pour gérer son capital incluent: le contrôle des dépenses de remédiation de contrats; le maintien d'un équilibre entre une croissance avisée et les charges d'exploitation; la réduction au minimum de l'exposition au risque de change; l'optimisation des produits d'intérêts. La Corporation peut être tenue de retourner au Gouvernement du Canada toute partie du capital considérée excédentaire au montant nécessaire pour les fins pour lesquelles la Corporation a été constituée.

L'apport en capital de la Corporation se répartit comme suit:

	30 juin 2016	31 mars 2016
Surplus d'apport	10 000 \$	10 000 \$
Bénéfices non repartis	17 986	18 669
	27 986 \$	28 669 \$

7. Opérations commerciales, frais de service, autres produits et opérations liées aux services d'approvisionnement

La Corporation facilite la vente de produits canadiens à des clients étrangers, y compris des gouvernements, des organismes internationaux et d'autres acheteurs, et tire des produits découlant des opérations commerciales liées aux contrats de maître d'œuvre, des frais de service et d'autres produits. La Corporation réalise également des services d'approvisionnement à l'appui des programmes d'aide internationaux du gouvernement.

Le profil par région géographique pour les trois mois terminés le 30 juin s'établit comme suit:

	2016			2015		
	Opérations liées aux services d'approvisionnement			Opérations liées aux services d'approvisionnement		
	Produits*	nement	Total	Produits*	nement	Total
Asie	338 342 \$	1 123 \$	339 465 \$	421 370 \$	491 \$	421 861 \$
États-Unis	150 490	-	150 490	134 108	-	134 108
Amérique centrale et Caraïbes	80 859	174	81 033	88 165	-	88 165
Amérique du sud	15 333	128	15 461	21 844	-	21 844
Australie	2 430	-	2 430	235	-	235
Europe	136	2 290	2 426	618	8 220	8 838
Canada	481	106	587	345	224	569
Afrique	14	-	14	3 985	496	4 481
	588 085 \$	3 821 \$	591 906 \$	670 670 \$	9 431 \$	680 101 \$

* Les produits comprennent les produits découlant des opérations commerciales, les frais de service et les autres produits.

Les produits pour les trois mois terminés le 30 juin 2016 comprennent 327 387 \$ de revenus accumulés non facturés (329 960 \$ au 30 juin 2015). La valeur des contrats signés se distingue des produits. Durant les trois mois terminés le 30 juin 2016, la valeur des contrats et modifications signés et entrés en vigueur s'est élevée à 341,8 millions de dollars (260,8 millions de dollars au 30 juin 2015).

8. Gestion du risque et instruments financiers

Tel que décrit dans le rapport annuel et les états financiers vérifiés de la Corporation en date du 31 mars 2016, la Corporation est exposée au risque de crédit, au risque de marché et au risque de liquidité.

La section qui suit décrit les risques les plus importants associés aux instruments financiers de la Corporation et la façon dont celle-ci gère son exposition aux risques.

a) Risque de crédit

Il s'agit du risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Ce risque est principalement associé à la trésorerie et aux créances des clients de la Corporation. La valeur comptable des actifs financiers figurant dans les états financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit.

Créances

L'exposition de la Corporation au risque de crédit lié aux créances dépend essentiellement des caractéristiques démographiques de sa clientèle. La Corporation gère généralement le risque de crédit associé aux clients étrangers en consentant des modalités de comptes ouverts aux parties bénéficiant d'une cote de crédit accordée par Moody's d'au moins AAA et en exigeant des garanties lorsque la cote est sous ce seuil. Pour les trois mois terminés le 30 juin 2016, 45 % (25 % au 31 mars 2016) des créances de la Corporation provenaient de clients cotés AAA.

L'exposition maximale au risque de crédit pour les créances par région géographique se répartit comme suit:

	30 juin 2016	31 mars 2016
Amérique centrale et Caraïbes	23 531 \$	62 272 \$
États-Unis	49 323	30 510
Asie	34 466	23 760
Amérique du Sud	5 605	12 369
Canada	1 429	1 167
Europe	441	701
	114 795 \$	130 779 \$

Les créances sont fondées sur des conditions normales en commerce international et ne portent habituellement pas d'intérêt. Le profil d'échéance des créances de la Corporation était le suivant:

	30 juin 2016	31 mars 2016
< 1 an	114 729 \$	130 539 \$
> 1 an < 3 ans	66	240
	114 795 \$	130 779 \$

Les créances sont considérées comme étant en souffrance quand le payeur n'a pas versé la somme due avant la date d'échéance prévue par le contrat. Le classement chronologique des créances en souffrance de la Corporation était le suivant:

	30 juin 2016	31 mars 2016
< 30 jours	1 201 \$	17 916 \$
> 30 jours et < 180 jours	3 184	24 135
> 180 jours	21 203	1 516
	25 588 \$	43 567 \$

Avances et paiements progressifs aux exportateurs canadiens

L'exposition au risque de crédit liée aux avances et aux paiements progressifs aux exportateurs canadiens est atténuée par la nature adossée des obligations contractuelles de la Corporation ainsi que par des retenues de garantie.

Garanties

Le profil de l'ensemble des garanties dont dispose la Corporation aux fins de l'exécution des contrats, dans le cas improbable où une entreprise canadienne ne remplirait pas ses obligations contractuelles était le suivant:

	30 juin 2016	31 mars 2016
Retenues de garantie	5 937 \$	5 970 \$
Garanties bancaires	34 310 \$	30 452 \$
Cautions	26 719 \$	26 864 \$
Cautions de sociétés mères	17 489 436 \$	17 535 138 \$
Autres	5 471 \$	6 590 \$

Les montants susmentionnés se rapprochent de la juste valeur des garanties retenues.

b) Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les futurs flux de trésorerie d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché. Il comprend trois types de risque: le risque de change, le risque de taux d'intérêt et d'autres risques de prix. La Corporation n'est pas exposée au risque de change et à d'autres risques de prix significatifs.

La Corporation n'a relevé aucun dérivé important ou dérivé incorporé devant être comptabilisé comme un actif ou un passif dans l'État de la situation financière.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les futurs flux de trésorerie d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. L'exposition de la Corporation à ce risque vient du fait qu'elle investit des fonds de trésorerie. La Corporation réduit au minimum les risques associés aux fluctuations des taux d'intérêt en investissant dans des dépôts temporaires très liquides qu'elle effectue auprès d'une banque à charte réputée.

Conformément à la directive du ministre du Commerce international, pendant l'année terminée le 31 mars 2014, la Corporation a élaboré une approche pour transférer son volet de financement des transactions commerciales à Cuba à une société d'État apparentée ce qui élimine tous risques associés à ces activités, et ce, tout en continuant à soutenir les exportateurs canadiens.

Dans le cadre d'une série spécifique de contrats, inclus dans les créditeurs et charges à payer, la Corporation devait 14 530 \$ au 30 juin 2016 (34 355 \$, le 31 mars 2016), portent des intérêts aux coûts du financement plus 0,25 % (0,25 %, le 31 mars 2016).

c) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers qui sont à régler par la remise de trésorerie ou d'un autre actif financier.

La Corporation réduit au minimum le risque de liquidité en respectant sa politique en matière de placement, laquelle prévoit des mécanismes de placement des fonds de trésorerie dans des dépôts temporaires très liquides qu'elle effectue auprès d'une institution financière réputée afin d'atteindre ses obligations financières en temps opportun.

La *Loi sur la Corporation commerciale canadienne* permet à la Corporation d'emprunter auprès du Trésor ou de conclure d'autres arrangements de crédit ou des indemnités avec d'autres sources pour un montant ne dépassant pas 90,0 millions de dollars.

La Corporation a une marge de crédit renouvelable lui donnant accès à des fonds de l'ordre de 40,0 millions de dollars canadiens (40,0 millions de dollars au 31 mars 2016) ou l'équivalent américain. L'endettement dans le cadre de cette entente est non sécurisé, et ce mécanisme de crédit ne comporte aucune date d'expiration. Au 30 juin 2016, aucun prélèvement n'avait été effectué sur cette marge de crédit (néant au 31 mars 2016).

En outre, la Corporation conclut d'autres arrangements de crédit, jusqu'à un maximum de 70,0 millions de dollars au 30 juin 2016 (70,0 millions de dollars au 31 mars 2016), où les opérations sont entièrement assurées par une société d'État apparentée bénéficiant d'une cote de crédit de AAA de Moody, ce qui atténue tout risque de liquidité lié à son programme de passation de contrats à Cuba. La Corporation a enregistré des charges de 466 \$ durant les trois mois terminés le 30 juin 2016 (439 \$, le 30 juin 2015) en lien avec son programme de passation de contrats à Cuba.

Créditeurs et charges à payer

Les créiteurs et charges à payer sont exigibles selon les conditions normales de commerce. Le profil d'échéance des créiteurs et charges à payer de la Corporation était le suivant:

	30 juin 2016	31 mars 2016
< 1 an	151 978 \$	162 722 \$
	151 978 \$	162 722 \$

Dans le cadre d'une série spécifique de contrats, liés au programme de passation de contrats à Cuba inclus dans les créiteurs et charges à payer, la Corporation devait 14 530 \$ au 30 juin 2016 (34 355 \$ au 31 mars 2016), portant un intérêt au coût du financement plus 0,25 % (0,25 %, le 31 mars 2016), et elle a offert comme garantie certaines créances de clients étrangers à certaines conditions. Le montant des créances impayées, qui sont entièrement assurées par une société d'État apparentée conformément à ces ententes, s'élevait à 14 530 \$ le 30 juin 2016 (34 355 \$ le 31 mars 2016) et se présentait comme suit:

	30 juin 2016	31 mars 2016
< 1 an	14 464 \$	34 115 \$
> 1 an et < 3 ans	66	240
	14 530 \$	34 355 \$

Aucun contrat déficitaire n'a été relevé en date du 30 juin 2016 et du 31 mars 2016.

9. Produit financiers, nets

Pour les trois mois terminés le 30 juin, la Corporation a enregistré des produits et des coûts financiers pour les instruments financiers suivants:

	2016	2015
Actifs financiers		
Produits financiers de la trésorerie	120 \$	114 \$
Passifs financiers		
Coûts financiers des créditeurs et autres passifs	(14)	(20)
	106 \$	94 \$

10. Frais d'administration

Les frais d'administration pour les trois mois terminés le 30 juin comprennent:

	2016	2015
Rémunération du personnel et charges connexes	4 718 \$	4 599 \$
Services de gestion des contrats	750	813
Frais de déplacement et accueil	480	472
Loyer et frais connexes	444	1 097
Logiciels, matériel informatique et soutien	375	384
Consultants	296	476
Amortissement	101	145
Communications de l'entreprise	8	111
Autres charges	194	256
	7 366 \$	8 353 \$

11. Crédit parlementaire

Le crédit parlementaire consenti par le Parlement du Canada, totalisant 878 \$ pour les trois mois terminés le 30 juin 2016 (2 220 \$ en date du 30 juin 2015), est inclus dans l'État du résultat global.

12. Opérations entre parties liées

La Corporation est liée, pour ce qui est de la propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Elle participe à des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités selon les mêmes modalités qui s'appliquent aux parties non liées. Ces opérations se rapprochent de la juste valeur.

13. Garanties

Dans son rôle de maître d'œuvre, la Corporation a l'obligation contractuelle d'exécuter les contrats conclus avec des clients étrangers et de veiller à ce que les conditions du contrat soient respectées, quelle que soit la qualité du rendement de l'exportateur canadien. La Corporation doit également exécuter des obligations contractuelles liées aux services d'approvisionnement à l'appui des programmes d'aide internationaux du gouvernement.

La valeur totale du portefeuille de contrats de maîtrise d'œuvre et opérations liées aux services d'approvisionnement qui restait à exécuter était la suivante:

	30 juin 2016		31 mars 2016
< 1 an	1 107 628	\$	861 011
> 1 an et < 3 ans	8 652 757		6 522 408
> 3 ans et < 5 ans	7 504 373		9 244 089
> 5 ans	1 083 668		1 695 523
Valeur totale du portefeuille de contrats	18 348 426	\$	18 323 031

14. Chiffres comparatifs

La Corporation a modifié la méthode de présentation de l'État des flux de trésorerie en passant de la méthode directe à la méthode indirecte. La direction a déterminé que la méthode indirecte permettrait d'obtenir de l'information plus pertinente et fiable en ce qui concerne les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation de la Corporation. Étant donné la nature des activités commerciales de la Corporation ainsi que les limites du système de comptabilité financière, il sera plus pratique d'utiliser cette méthode pour établir et présenter les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

Suite à ce changement, des soldes et descriptions de postes de la section des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation de l'État des flux de trésorerie ont été reclassés. Certains chiffres comparatifs de l'exercice 2015 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation de l'exercice 2016. Ce changement n'a eu aucune incidence sur les montants comparatifs totaux des rentrées (sorties) de fonds liées aux activités d'exploitation et aux activités d'investissement présentés dans l'État des flux de trésorerie. Aucun autre état ou information présentée par voie de notes n'ont été affectés par ce changement.